



Hommage aux travailleurs forcés indochinois de 1939/1945

Dimanche 16 Octobre 2011
Parc de la Poudrerie

Discours de Frédéric Vigouroux
Maire de Miramas, Conseiller Général

Mesdames et Messieurs les représentants des familles de travailleurs indochinois déportés à la Poudrerie de Miramas-Saint Chamas,

Mesdames et Messieurs les représentants des autorités civiles et militaires,

Mesdames et Messieurs les élus,

Mesdames et Messieurs les Présidents d'Associations

Mesdames, Messieurs, Chers Amis.

Nous levons aujourd'hui le voile sur une tragique page de l'histoire.

Nous rendons aujourd'hui un hommage qui aurait dû intervenir il y a 66 ans.

Nous rendons ainsi un peu de leur dignité d'hommes à 20 000 oubliés.
Car depuis 66 ans, le silence officiel a volé la mémoire de 20 000 hommes.

En 1939, l'Etat Français déporte brutalement 20 000 jeunes paysans indochinois, conduits en France où ils deviennent travailleurs forcés dans des conditions indignes.

Pour la plupart, ils ont été contraints de venir, arrachés sans ménagement à leurs familles, jetés dans des bateaux dans des conditions inhumaines, convoyés jusqu'à Marseille où ils sont parqués à la prison des Baumettes.

Puis ils sont répartis entre plusieurs sites civils ou militaires : usines d'armement, campagne de Camargue où ils créeront les rizières, et poudreries nationales comme celle de Miramas-Saint Chamas.

Ici même, 1000 hommes vont venir travailler sans salaire et dans des conditions très pénibles et dangereuses.

A quelques pas d'ici, au Centre Carnot, ces 1000 hommes vont être logés dans un camp à la discipline sévère où règne la maladie et la malnutrition.

L'Administration poussera le cynisme jusqu'à dénommer ce camp « Gia Dinh », mon foyer, ma famille en vietnamien.

Sur les 20 000 travailleurs, plus de 1000 ne rentreront jamais chez eux, morts en France de fatigue, de maladie ou par suicides.

Et les autres ne retrouveront même pas tous la liberté en 1945.

Pour certains, il faudra attendre jusqu'en 1952, soit 7 ans après la fin de la guerre.

On pourrait croire que l'histoire tragique de ces hommes s'arrêtera là.

Mais le pire a été à venir pour eux et pour leurs descendants : l'oubli, le déni de l'Administration et des Gouvernements Français.

Jamais aucune reconnaissance officielle du sort abject fait à ces hommes.

Un silence de plomb sur leur histoire et un refus obstiné de toute indemnisation.

C'est à l'engagement de quelques hommes, à leur sens de l'honneur et de la justice, que nous devons d'avoir très récemment été informés de cette infamie.

Merci à Pierre DAUM, le journaliste qui a exhumé la vérité enfouie.

Merci aux associations Histoires Vietnamiennes et Les Amis du Vieux Saint Chamas qui l'aident à diffuser cette vérité.

Merci à toutes celles et tous ceux qui se sont associés à l'hommage rendu aujourd'hui.

Nous, habitants de Miramas et de Saint Chamas,

Nous qui sommes républicains,

Nous qui chérissons la liberté et l'honneur,

Nous qui honorons le souvenir des déportés et des résistants,

Nous ne pouvons pas accepter que ce silence indigne persiste.

Voilà pourquoi aujourd'hui nous sommes rassemblés pour dévoiler et honorer le souvenir des travailleurs forcés indochinois qui ont travaillé ici et ailleurs en France.

Voilà pourquoi nous exprimons notre indignation, notre compassion et notre soutien aux familles de ces travailleurs forcés.

Voilà pourquoi nous appelons à la reconnaissance officielle de ce drame de l'histoire coloniale par notre Gouvernement.

Voilà pourquoi je prends l'engagement solennel devant vous de saisir tous les parlementaires de notre Département, députés et sénateurs, du sort injuste de ces travailleurs pour que leur dignité leur soit rendue et pour qu'une juste indemnisation soit apportée à leurs familles.

Avant de poursuivre cette cérémonie, je vous demande de respecter avec moi une minute de silence à la mémoire de ces travailleurs forcés, qu'ils soient disparus ou encore vivants.

Je vous remercie.